

La longue plainte bleue contre la presse

POLITIQUE De nombreux libéraux dénoncent le « MR bashing » des médias

► Le MR a le sentiment d'être injustement traité par les médias. Et que le gouvernement l'est aussi.
► Mais certains avouent qu'il faut surtout améliorer la communication.

Des ministres qui se plaignent de la couverture du travail gouvernemental; des parlementaires qui dénoncent le déséquilibre entre les comptes rendus fédéraux et régionaux; des porte-parole qui déplorent le parti pris « anti-suédoise » des médias; des éditorialistes ou commentateurs qui sont ciblés; jusqu'à l'entourage du Premier ministre qui peste contre le traitement médiatique réservé à Charles Michel.

Vous avez dit « MR bashing », ou « gouvernement bashing » ?

Au sein du MR, c'est peu dire que ce sentiment de « lynchage médiatique » domine. Et qu'il suscite frustration et colère. Ils sont nombreux les journalistes francophones ayant reçu ces derniers temps les doléances bleues. Comme si le gouvernement Michel était bien plus mal traité que ses prédécesseurs. Certains libéraux relativisent. Et tentent de convaincre en interne qu'il faut adapter le message, pas attaquer le messenger. Mais beaucoup confient leur sentiment de « MR bashing »... souvent *off the record* par peur d'envenimer les choses.

Le fédéral honni, la Région épargnée

Plusieurs libéraux disent que la situation ne date pas du gouvernement Michel. « Depuis que je suis en politique, témoigne ainsi Christine Defraigne, présidente du Sénat, je fais ce constat chronique, que nous n'avons pas une presse qui nous est spécialement favorable. Et que, lorsqu'elle a le choix entre montrer la face positive et la face négative, c'est la négative qui est accentuée. J'ai toujours entendu cela au MR, ce sentiment que la presse n'est pas avec le parti, qu'elle est globalement de gauche. Et on n'a pas un Figaro comme en France. C'est d'ailleurs devenu une plaisanterie chez nous : quels résultats on ferait si on avait la presse avec nous ! »

Mais depuis l'installation de la coalition « suédoise », avec le seul MR côté francophone, ce

sentiment s'est fortement accentué. « La presse est très dure envers le gouvernement, ajoute Christine Defraigne. Des médias se déchaînent. Mais on finit par vivre avec ça et on relativise un peu. Même si on a un sentiment d'injustice par moments. »

Un député fédéral embraie : « Certains journalistes épousent des thèses contraires à celles du gouvernement et amplifient les peurs projetées par certains représentants des syndicats ou de l'opposition. Des chiffres publiés sont loin de la réalité. Cela irrite, dans un contexte où l'opposition gauche-droite est marquée. »

Chez les bleus, le « MR bashing » est devenu un vrai sujet de conversation. « On en parle beaucoup, on se dit : "Tu as encore vu cet article ?" », avoue un député régional « vraiment agacé ». Au point que, « certains jours, quand il pleut, je ne vais même plus chercher le journal dans la boîte aux lettres, car je sais déjà ce qu'ils vont raconter ! »

Comme bien d'autres libéraux, ce député régional ne relativise plus du tout, lui : « C'est inconscient ou délibéré, mais un certain nombre de rédactions ou de journalistes ne sont pas pour ce gouvernement. Dire des choses désagréables sur nous, une partie de la presse francophone s'en délecte. »

Double accusation

Ce sentiment de bashing est basé sur une double accusation : la presse francophone attaque le gouvernement fédéral (où siège le MR), mais épargne les gouvernements régionaux (dirigés par le PS et le CDH). Illustration avec notre député régional : « J'en ai plein les bottes que l'on parle du fédéral pour taper sur le MR et le gouvernement, et du désintérêt notoire pour les autres étages de la maison Belgique où l'on ne nous donne pas la parole. Personne n'a écrit une ligne sur les aberrations graves trouvées dans le budget de la Fédération Wallonie-Bruxelles, alors qu'on a écrit des pages sur le budget fédéral. »

Chasse aux sorcières

Un autre libéral appuie : « On a l'impression que l'on étudie complètement le débat wallon et l'austérité wallonne, et que l'on met en avant le fédéral, la trahison du MR avec la N-VA, les me-

sures qui touchent les citoyens mais pas celles qui profitent aux citoyens... Le sentiment qui domine chez nous : on tape sur le fédéral et en Wallonie, on passe les plats. »

La plainte contre les médias francophones se transforme parfois en une espèce de chasse aux sorcières : « Je connais les signatures de ceux qui nous aiment le moins », dit l'un. « J'identifie certaines plumes, des propos cinglants, pas justes », dit l'autre. « Il y a parfois une colère contre certains, une forme de parano, Charles Michel se plaint beaucoup », ajoute un troisième. Même Denis Ducarme, chef de groupe à la Chambre, pas le plus virulent contre la presse, pointe « chez certains journalistes, la résurgence d'un journalisme d'opinion qui devrait dire son nom ».

Dans ce camp-ci, on a parfois du mal à reconnaître les erreurs du gouvernement ou son manque de communication. On pointe la responsabilité des autres : « Tout le monde fait des erreurs et les ministres ont dû prendre leurs marques. Mais les

rédactions doivent se remettre en question, se demander si elles font bien la part des choses. » Et les libéraux citent plusieurs exemples. Parmi ceux qui les ont le plus irrités : « La publication intégrée des chiffres de l'IEV (centre d'études du PS) sur les pensions, qui oblige le gouvernement à être dans une position défensive et à réagir le lendemain » - mais l'on omet de dire que les chiffres du gouvernement n'étaient pas disponibles à ce moment et qu'il a fallu plus de 24 heures au *Soir* pour les obtenir du cabinet « Pensions »; et le traitement des grèves, surtout celle de lundi, par la RTBF : « Elle n'a relevé aucun incident marquant » provoqué par les syndicalistes - Alain Destexhe envisageant même de déposer plainte auprès du Conseil de déontologie journalistique pour « partialité ».

« C'est une erreur de rendre la presse responsable »

Si la majorité des libéraux est très remontée, une minorité tente de faire passer un message plus nuancé. Plus rationnel. Jugant que mieux vaut se retroucher les manches et améliorer la com', que s'en prendre à la presse.

« C'est toujours une erreur de rendre la presse responsable, lance un cadre du parti. Je ne pense pas que la presse soit, dans sa grande majorité, opposée à un parti ou à un responsable politique. Mais oui, certains le ressentent comme cela, et ceux qui sont aux responsabilités plus durablement encore. C'est peut-être à nous de communiquer autrement, de réagir. Bien sûr, on peut avoir le sentiment de ne pas être compris, injustement. Car on n'arrive pas à faire passer l'objectif de redressement. C'est ça qui fait mal. Certains sont à fleur de peau. Mais il faut arriver à gommer cela, sinon, il ne faut pas faire de politique... »

Dans ce camp-ci, on reconnaît des erreurs, de l'inexpérience ou le manque de communication. On pense aussi que l'on aurait dû plus vite se démarquer de « certains excès de la N-VA » - on nous glisse même : « Si le MR était dans l'opposition, il serait un des premiers fers de lance contre la N-VA ! » Et l'on comprend que « Charles Michel polarise : normal, c'est le Premier ministre. »

Mais, ajoute un député fédéral, « on reprend petit à petit la main de l'explication. Le moral a été secoué, on a beaucoup encaissé, il faut maintenant expliquer. J'espère qu'on va pouvoir mettre en avant des éléments auxquels la population pourra s'identifier. Jusqu'ici avec le bruit, les grèves, on n'a pas pu s'expliquer. »

Foin de jérémiades donc, place à l'action. « Il y a une mauvaise image : que fait-on ?, interroge un autre cadre du MR. Si l'on pense que des journalistes se sont laissés influencer, ou aveugler par l'écran de fumée du PS, qu'il y a du MR bashing et du gouvernement bashing, il faut prendre les armes et contrebalancer. Donner par exemple, comme on l'a fait, les bons chiffres sur les retraites face à ceux du PS. »

Ici, le mot d'ordre est donc : calmons le jeu; entamons un travail de longue haleine; trouvons les arguments pour convaincre. Le MR réfléchit donc à une nouvelle stratégie de communication. Pour janvier, il prépare « un autre type de présence médiatique, davantage sur le terrain, avec de l'explication et des encarts dans la presse ». « Une communication différenciée, moderne, car on n'a pas communiqué comme il le fallait. » ■

MARTINE DUBUISSON

COMMENTAIRE

VÉRONIQUE LAMQUIN

ET SI C'ÉTAIT LE MESSAGE QU'IL FALLAIT AJUSTER ?

Le gouvernement Michel en général, le MR en particulier, victimes d'un lynchage médiatique ? La presse serait-elle plus sévère envers la coalition de centre-droit

qu'avec les majorités précédentes ? C'est un sentiment dominant chez les bleus, largement exprimé, avec une intensité pour le moins inhabituelle. Actons-le. Mais rappelons quelques éléments. D'abord, les libéraux francophones sont en première ligne : ils ont le Seize, mais aussi six autres portefeuilles, dont certains très sensibles. Un rôle bien différent de celui qui était le leur, sous la législature précédente, lorsqu'Elio Di Rupo cristallisait la critique, réelle.

Cette fois, le MR est très exposé. Face aux médias, les ministres libéraux découvrent pour la plupart la fonction, dans un contexte fort difficile : ils sont bien seuls face à une opposition surnuméraire, ils héritent de dossiers délicats et sont porteurs de mauvaises nouvelles – des économies drastiques pour assainir les finances publiques. Et ils ont signé quelques couacs de communication. Ainsi, parmi les reproches à la presse, celui adressé au *Soir*, « qui a relayé intégralement

l'étude du PS sur les pensions, ce qui a obligé le gouvernement à réagir le lendemain ». Exact : nous relayons, aussi, les critiques de l'opposition. Et, pour ce cas précis, nous avions à plusieurs reprises sollicité des chiffres du cabinet des Pensions. Lesquels, non disponibles jusqu' alors, sont arrivés plus de 24 heures après les documents PS. Et ce n'est qu'un exemple du manque d'informations en ce début de gouvernement.

L'AVIS DE L'EXPERT**« Se positionner en victime n'est jamais une bonne com' »**

L'impression libérale d'être injustement traité par les médias, par rapport aux gouvernements précédents, est-elle fondée ? Le Pr en Communication Marc Lits (UCL) rappelle d'abord le contexte : « Il s'agit du premier gouvernement de droite après 30 ans de gouvernements de coalition de centre-gauche ou centre-droit, avec des positionnements plus modérés. Il faut remonter à Martens-Gol et ses trois sauts d'index pour trouver le même ton. » Mais : « De là à parler de MR bashing, c'est excessif. Prenez les grèves : beaucoup de sujets ont été consacrés au fait que les gens en ont marre des piquets ; ce n'est donc pas un soutien à la FGTB ou la CSC. » Marc Lits pointe la responsabilité du gouvernement : « Charles Michel a repris l'offensive dans les médias en accordant différentes interviews cette semaine, mais jusqu'ici, le gouvernement n'a pas donné lui-même beaucoup d'informations. Si on ne communique pas, on ne peut se plaindre ensuite de ne pas être repris. Le vide se crée et la parole est donnée à l'opposition. Quand les membres du gouvernement veulent s'exprimer, ils ont porte ouverte partout. Mais ils ont été absents. Les ministres MR sont dans une logique de silence radio, "attendons la fin des grèves". Tous aux abris, c'est un peu court. » Et le professeur ajoute un dernier élément : « Leur position est "on n'est pas entendu, pas compris". C'est une communication qui se pose en victime et ce n'est jamais un bon positionnement. C'est à eux d'être pro-actifs ; les journalistes ne refuseront pas les interviews. Le CD&V, lui, prend l'initiative. Kris Peeters se positionne : c'est lui qui a dit à Bart De Wever "si vous voulez décider, venez au gouvernement". »

M.A.D.